

MARIO DRAGHI : LES FONDEMENTS DE L'EUROPE NOUVELLE

IMAGE

© Elias Rom

DATE

2 février 2026

À l'université catholique de Louvain où il recevait le lundi 2 février un doctorat honoris causa, l'ancien président de la Banque centrale européenne a prononcé un discours important.

Après le « moment Groenland », il articule les piliers...



La version anglaise de ce discours est disponible à ce lien. Pour découvrir tous nos contenus et nous soutenir, retrouvez ici nos offres et abonnez-vous au Grand Continent

Depuis sa création, l'architecture de l'Union incarne la conviction que l'État de droit international, soutenu par des institutions crédibles, favorise la paix et la prospérité.

Aucun État européen n'ayant conservé la capacité de se défendre seul, notre doctrine de sécurité a été façonnée par la protection offerte par les États-Unis. Ensemble, et toujours en alliance avec Washington, nous avons été en mesure de faire face à toute menace et d'instaurer la paix en Europe.

Et grâce à la garantie de notre sécurité et aux échanges commerciaux qui s'effectuaient principalement au sein de cette alliance, nous avons pu poursuivre en toute sécurité l'ouverture économique comme fondement de notre prospérité et de notre influence.

Mais l'ordre mondial aujourd'hui disparu n'a pas échoué parce qu'il était fondé sur une illusion.

Il a apporté des avantages réels et largement partagés : pour les États-Unis, en tant que puissance hégémonique, grâce à une influence incontestée dans tous les domaines et au privilège d'émettre la monnaie de réserve mondiale ; pour l'Europe, grâce à une intégration commerciale profonde et à une stabilité sans précédent ; et pour les pays en développement, grâce à leur participation à l'économie mondiale, qui a permis à des milliards de personnes de sortir de la pauvreté.

L'échec du système réside dans ce qu'il n'a pas pu corriger.

Une fois la Chine devenue membre de l'Organisation mondiale du commerce, les frontières du commerce et de la sécurité ont commencé à diverger. Nous avons toujours commercé au-delà de l'alliance - mais jamais auparavant avec un pays d'une telle envergure et ayant l'ambition de devenir lui-même un pôle distinct.

Le commerce mondial s'est éloigné du principe énoncé par David Ricardo selon lequel les échanges doivent suivre l'avantage comparatif. Certains États ont recherché l'avantage absolu par des stratégies mercantilistes, imposant la désindustrialisation à d'autres, tandis que les gains restants étaient répartis de manière inégale. Cela a semé les germes de la réaction politique à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés.

Dans le même temps, l'intégration profonde a créé des dépendances qui pouvaient être exploitées lorsque tous les partenaires n'étaient pas des

alliés. L'interdépendance, autrefois considérée comme une source de retenue mutuelle, est devenue une source d'influence et de contrôle.

La gouvernance multilatérale ne disposait d'aucun mécanisme pour remédier aux déséquilibres, ni d'aucun langage pour reconnaître les dépendances. La confiance dans les gains mutuels du commerce rendait inconcevable l'idée même d'une dépendance utilisée comme arme.

Mais l'effondrement de cet ordre n'est pas en soi une menace. Un monde avec moins d'échanges commerciaux et des règles plus faibles serait douloureux, mais l'Europe s'adapterait.

De tous ceux qui sont aujourd'hui pris entre les États-Unis et la Chine, seuls les Européens ont la possibilité de devenir eux-mêmes une véritable puissance.

MARIO DRAGHI

La menace réside dans ce qui le remplacera.

Nous sommes confrontés à des États-Unis qui, du moins dans leur position actuelle, mettent l'accent sur les coûts qu'ils ont supportés tout en ignorant les avantages qu'ils ont tirés. Ils imposent des droits de douane à l'Europe, menacent nos intérêts territoriaux et indiquent clairement, pour la première fois, qu'ils considèrent la fragmentation politique européenne comme servant leurs intérêts.

Nous sommes confrontés à une Chine qui contrôle des nœuds critiques dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et qui est prête à exploiter cet avantage : inonder les marchés, retenir des intrants essentiels, forcer les autres à supporter le coût de ses propres déséquilibres.

C'est un avenir dans lequel l'Europe risque d'être subordonnée, divisée et désindustrialisée, tout cela en même temps. Et une Europe incapable de défendre ses intérêts ne pourra pas préserver ses valeurs longtemps.

La transition entre cet ordre et celui qui lui succédera ne sera pas facile pour l'Europe.

Nous allons connaître une longue période où les interdépendances persisteront alors même que les rivalités s'intensifieront. Nous restons fortement dépendants des États-Unis pour l'énergie, la technologie et la défense. La Chine fournit plus de 90 % de nos importations de terres rares et domine les chaînes de valeur mondiales du solaire et des batteries qui sous-tendent notre transition écologique.

Dans cette période, la meilleure voie pour l'Europe est celle qu'elle suit actuellement : conclure des accords commerciaux avec des partenaires partageant notre état d'esprit et qui offrent une diversification et renforcer notre position dans les chaînes d'approvisionnement où nous jouons déjà un rôle essentiel.

C'est là que réside aujourd'hui le pouvoir de l'Europe. En 2023, l'Union était le premier exportateur et importateur mondial de biens et de services, avec des importations en provenance du reste du monde s'élevant à 3 600 milliards d'euros. Elle est également le premier partenaire commercial de plus de 70 pays.

Et nous occupons des positions critiques dans plusieurs industries stratégiques. Les entreprises européennes contrôlent 100 % de la lithographie ultraviolette extrême – la technologie nécessaire à la fabrication avancée de semi-conducteurs. Nous produisons la moitié des avions commerciaux du monde. Nous concevons les moteurs qui équipent la grande majorité des navires marchands mondiaux.

Dans ce contexte, il serait erroné de considérer les accords commerciaux principalement en termes de croissance. Leur objectif est désormais stratégique : renforcer notre position et réajuster nos relations maintenant que le commerce et la sécurité ne se recoupent plus entièrement.



Mario Draghi et la rectrice de l'Université Catholique de Louvain Severine Vermeire photographiés lors des célébrations de la « fête patronale » le 2 février 2026. © Elias Rom



La journée a vu la « procession des togati » se conclure par un discours de Mario Draghi et la remise solennelle de six doctorats honorifiques. © Elias Rom

Mais il s'agit d'une stratégie de maintien, pas d'un but en soi.

Individuellement, la plupart des pays de l'Union ne sont même pas des puissances moyennes capables de naviguer dans ce nouvel ordre en formant des coalitions – chacun apportant des avantages distinctifs, qu'il s'agisse de matières premières, de niches technologiques ou d'une situation géographique stratégique.

Mais collectivement, nous avons quelque chose de plus grand : notre taille, notre richesse, notre culture politique – et 75 ans de construction des institutions d'un projet commun.

De tous ceux qui sont aujourd'hui pris entre les États-Unis et la Chine, seuls les Européens ont la possibilité de devenir eux-mêmes une véritable puissance.

À nous, donc, de décider : restons-nous simplement un grand marché, soumis aux priorités des autres ? Ou prenons-nous les mesures nécessaires pour devenir une puissance ?

Mais soyons clairs : regrouper des petits pays ne produit pas automatiquement un bloc puissant. Ce modèle a un nom : la confédération. C'est la logique selon laquelle l'Europe fonctionne encore en matière de défense, de politique étrangère et de questions fiscales. Ce modèle ne produit pas de puissance : un groupe d'États qui se coordonne reste un

groupe d'États, chacun disposant d'un droit de veto, chacun ayant ses propres calculs, chacun vulnérable à être éliminé un par un.

Ce qui a commencé dans la peur doit se poursuivre dans l'espoir.

MARIO DRAGHI

Pour devenir une puissance, l'Europe doit passer d'une confédération à une fédération.

Là où l'Europe s'est fédérée – dans les domaines du commerce, de la concurrence, du marché unique et de la politique monétaire –, nous sommes respectés en tant que puissance et négocions d'une seule voix. Nous le constatons aujourd'hui dans les accords commerciaux fructueux avec l'Inde et l'Amérique latine.

Là où nous ne l'avons pas fait – en matière de défense, de politique industrielle, d'affaires étrangères – nous sommes traités comme un ensemble disparate d'États de taille moyenne, à diviser et à traiter en conséquence.

Et là où le commerce et la sécurité se recoupent, nos forces ne peuvent protéger nos faiblesses.

Une Europe unifiée sur le plan commercial mais fragmentée sur le plan de la défense verra sa puissance commerciale mise à profit contre sa dépendance en matière de sécurité, comme c'est le cas actuellement.

Certains diront que nous ne devrions pas agir tant que notre position n'est pas plus forte, tant que nous ne sommes pas plus unis, tant que l'escalade n'est pas moins coûteuse.

Mais ce compromis est illusoire. Ce n'est qu'en agissant que nous créerons les conditions qui nous permettront d'agir de manière plus décisive par la suite. L'unité ne précède pas l'action ; elle se forge en prenant ensemble des décisions importantes, grâce à l'expérience commune et à la solidarité qu'elles créent, et en découvrant que nous pouvons en supporter les conséquences.

Prenons l'exemple du Groenland.

La décision de résister plutôt que de céder a obligé l'Europe à procéder à une véritable évaluation stratégique, à cartographier notre influence, à identifier nos outils et à réfléchir aux conséquences d'une escalade.

La volonté d'agir a imposé une vision claire de la capacité d'agir.

Et en faisant front commun face à une menace directe, les Européens ont découvert une solidarité qui semblait auparavant hors de portée. Cette détermination commune a trouvé un écho auprès du public qu'aucun communiqué commun issu d'un sommet n'aurait pu égaler.

Dans le même temps, notre renforcement collectif ne pourra être à l'image de celui de la Chine – ou de ce qu'il semble être actuellement pour les États-Unis.

Dans leur posture actuelle, les États-Unis utilise le partenariat pour chercher la domination. La Chine maintient son modèle de croissance en externalisant ses coûts vers d'autres pays. L'intégration européenne est construite différemment : non pas sur la force, mais sur une volonté commune ; non pas sur la soumission, mais sur le partage des avantages.

À nous de décider : restons-nous simplement un grand marché, soumis aux priorités des autres ? Ou prenons-nous les mesures nécessaires pour devenir une puissance ?

MARIO DRAGHI

C'est une intégration sans subordination : ce modèle est largement préférable, mais aussi beaucoup plus difficile. Cela exige une approche différente. Je l'ai appelée « fédéralisme pragmatique ».

Pragmatique car nous devons prendre les mesures qui sont actuellement possibles avec les partenaires qui sont actuellement disposés à le faire et dans les domaines où des progrès peuvent actuellement être réalisés.

Mais fédéraliste parce que le but que nous recherchons est important.

L'action commune et la confiance mutuelle qu'elle crée doivent finalement devenir le fondement d'institutions dotées d'un réel pouvoir décisionnel, capables d'agir de manière décisive en toutes circonstances.

Cette approche permet de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, sans pour autant subordonner qui que ce soit. Les États membres y adhèrent volontairement. La porte reste ouverte à d'autres, mais pas à ceux qui compromettraient l'objectif commun. Nous n'avons pas à sacrifier nos valeurs pour obtenir le pouvoir.

L'euro en est l'exemple le plus réussi. Ceux qui étaient disposés à le faire ont pris les devants, ont mis en place des institutions communes dotées d'une réelle autorité et, grâce à cet engagement commun, ont forgé une solidarité

plus profonde que n'importe quel traité n'aurait pu le prescrire. Depuis lors, neuf autres pays ont choisi de les rejoindre.

Le chemin ne sera pas sans embûches. Comme l'a déclaré Schuman en 1950, l'Europe ne se fera pas d'un seul coup. Tous les pays ne participeront pas dès le départ à toutes les initiatives, qu'elles concernent l'énergie, la technologie, la défense ou la politique étrangère. Mais chaque étape doit rester ancrée dans l'objectif : non pas une coopération plus souple, mais une véritable fédération.

Certains peuvent se bercer d'illusions en pensant que le monde n'aurait pas vraiment changé ou que leur situation géographique les mettrait à l'abri. D'autres peuvent croire que renoncer à leur indépendance économique, voire à leur territoire, ne menacerait pas leur capacité à préserver les valeurs qui nous définissent.

Cela ne doit pas empêcher les plus clairvoyants d'aller de l'avant. Que nous en ayons conscience ou non, nous sommes tous dans la même situation de vulnérabilité. Les anciennes divisions qui nous paralysaient ont été dépassées par une menace commune.

Mais la menace seule ne suffira pas à nous soutenir.

Ce qui a commencé dans la peur doit se poursuivre dans l'espoir.

En agissant ensemble, nous redécouvrirons une chose qui était restée longtemps en sommeil : notre fierté, notre confiance en nous, notre foi en notre propre avenir.

Et c'est sur cette base que l'Europe sera construite.